

Macron fait sa crise d'adolescence et (papy) Hollande fait de la résistance... Tout le monde n'a pas la chance d'avoir une famille socialiste



La France bénéficie d'une météo économique favorable mais s'avère incapable d'en profiter pour retrouver de la croissance. Certains, comme Macron, tapent du pied pour lancer des vraies réformes, d'autres, comme le président, font de la résistance.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Jamais la contradiction entre les logiques politiques et les logiques économiques n'aura été aussi creusée. Le fossé entre ce qu'il faudrait faire et ce que la situation politique permettrait de faire est tellement profond que le pays va encore prendre des années de retard par rapport à l'environnement international. L'offre politique lamentable suscite des attentes irréalisables et préjudiciables à l'avenir.

Le Président de la République a décidé de mettre les deux pieds sur le frein. L'entretien qu'il a accordé à "Challenges", cette semaine, et dans lequel il explique qu'il ne changera pas de politique est affligeant.

A la limite, il veut plaire à toute le monde, c'est ambitieux mais pas très efficace. Il veut plaire à sa famille proche et aux cousins. A la gauche, l'extrême-gauche et aux écolos, aux grincheux ou aux frondeurs qu'il reçoit à l'Élysée pour l'apéro, et aux centristes qui viennent pour le thé. Tout cela rappelle étrangement la IV^{ème} République mais ne satisfait personne ; la famille de gauche n'est pas dupe, elle fait semblant de se réunir pour ne plus afficher trop les dissensions.

[\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE BRIEFING ATLANTICO BUSINESS\]](#)

[Suivre @atlanticobiz](#)

 Like 15 people like this. Sign Up to see what your friends like.

Tout le monde a compris que si on voulait avoir une petite chance de rester au pouvoir, il fallait se calmer et s'asseoir gentiment dans l'ombre du Président et attendre que ça passe. Philippe Manière expliquait cette semaine que François Hollande tournait en boucle autour d'un dicton de chansonnier : "sans me vanter, il fait beau...".

L'entretien que le Président a donné cette semaine se résume à un objectif : "**il n'y aura aucun changement ...ni de ligne, ni de Premier ministre**".

Le titre de l'entretien a d'ailleurs été validé par la com' de l'Elysée qui a lu et relu le papier pour bien souligner que le cœur du message présidentiel était là : **il ne se passera plus rien avant la fin du mandat.** Les ministres sont rassurés, le premier d'entre eux aussi. Sauf accident, ils savent qu'ils garderont le job encore deux ans. Pas mal.

Coté opposition, la vie n'est agitée que par les conflits de personnes, donc d'ego, d'où aucune idée, aucun projet n'émerge, aucun programme. La reconstruction de l'UMP est compliquée tant les architectes sont divergents. Le plus simple aurait été d'inverser le sigle : UMP en PMU, au moins on serait resté dans la course avant de trouver le bon cheval.

L'interview-programme que Nicolas Sarkozy a donné au Figaro n'a pas produit d'électro choc. Il y a très peu de clarification ou d'idées nouvelles. Emmanuelle Mignon, celle qui avait bâti le chapitre économique de la première campagne avant que Buisson ne prenne le pouvoir, est rentrée au bercail, mais ne devait pas encore être complètement installée.

On a simplement senti son influence par une tendance globalement plus libérale, le recul de l'Etat oui, le recul des dépenses publiques, la concurrence, l'Europe plus fédérale autour de l'euro etc. etc. Il y a une orientation qui n'est pas beaucoup plus courageuse que la loi Macron. Les libéraux de la droite française sont forcément déçus, les pro-européens sont frustrés et les souverainistes qui souhaitent qu'on ramène la toile en attendant que ça passe ne savent plus où ils habitent. **Pour rassembler vaut mieux le faire sur un projet fort, mettant en évidence les nécessités économiques, les réalités et une façon moderne de les affronter.**

Le dilettantisme (ou disons le clientélisme zappeur) de la gauche et l'incohérence de la droite désespèrent les milieux d'affaires et le monde syndical qui savent bien que l'urgence des urgences serait de reconstruire l'appareil économique... Surtout à un moment où le cœur de l'électorat est très sensible à la démagogie et au populisme.

Sans argent, sans croissance et sans emploi, on ne fait rien. La gauche n'a rien à distribuer sur le terrain social. Les entrepreneurs n'ont rien à distribuer à leurs actionnaires qui commencent à sortir les euros et à les placer sur des valeurs plus sûres. D'où la baisse de l'euro qui mesure beaucoup plus vite la faiblesse de notre situation que la capacité à trouver de la compétitivité. **Si on en arrivait à considérer que l'important d'une mesure n'est pas sa couleur politique mais son efficacité ou sa performance, on avancerait.** Mais à part d'en parler comme Manuel Valls dans les diners en ville quand il admire Tony Blair, on est encore très loin en France de ce pragmatisme. Le Medef lui-même n'est pas épargné par le risque d'être écartelé entre la logique politique et la logique économique.

Au gouvernement, tout le monde est aligné sur François Hollande, y compris Manuel Valls qui a compris que son intérêt était pour l'instant d'amortir le choc politique des départementales et d'éviter aussi au maximum d'en assumer la responsabilité.

Le seul qui n'accepte pas cette posture très politique du "courage fuyons et mettons-nous à l'abri" , c'est Emmanuel Macron , le ministre de l'économie , appuyé par Michel Sapin qui est également assez fatigué des compromis permanents qui ne mènent nulle part.

Emmanuel Macron explique à tous ceux qui veulent l'entendre que **la France est aujourd'hui dans une conjonction de facteurs qui est historiquement favorable à la reprise.** Jamais l'euro pourrait autant favoriser les exportations, jamais les taux d'intérêt n'ont été aussi bas, jamais l'énergie a coûté si peu cher ... Jamais enfin une banque centrale va arroser les pelouses avec autant d'or et d'argent. Merci monsieur Draghi !

Seulement voilà : Emmanuel Macron accompagné par la direction du trésor explique aussi que ces vents portants peuvent se retourner contre le bateau, si le bateau n'est pas solide, ou mal caréné, et mal barré.

Or la France est mal barrée, la coque du bateau n'a pas été repeinte et les voiles sont usées. Avec cela on n'ira pas vite et pas loin. D'où la volonté de Macron de mettre le turbo sur quelques grandes réformes : la fiscalité, l'organisation et la réduction des dépenses publiques et des collectivités locales et enfin le droit du travail..

Pour l'Elysée, il n'en est pas question. **Le ministre, cette semaine, a franchi le Rubicon en annonçant la nécessité de réformer les 35 heures.** La semaine précédente, il avait confirmé que les jeunes devraient avoir droit à devenir millionnaire, que la concurrence mondiale il fallait s'y adapter, et surtout pas s'en plaindre ... etc.

Macron met le turbo sur les réformes, d'abord parce qu'il a peur d'être abandonné en rase campagne à la 2ème lecture de sa loi, mais surtout, **il sait que si la France ne se prépare pas, elle va rater le rendez-vous historique avec la croissance moderne.** La baisse de l'euro va faire fuir les capitaux, c'est commencé, la baisse des prix de l'argent rend inutile la prise de risque.

C'est pire que le principe de précaution. La baisse des prix du pétrole fait baisser l'incitation à innover sur les énergies nouvelles, quant aux fabuleux cadeaux de la banque centrale, ils iront tout droit dans la poche des traders, et des financiers qui ont toujours pris le marché des changes pour un casino. Les dés sont jetés, le CAC 40 a déjà dépassé les 5000 mètres d'altitude. Ça vaut le super Euro-million hier soir, vendredi 13.

Pour résumer le sentiment de beaucoup de ceux qui partagent les idées portées par Macron, c'est-à-dire beaucoup de hauts fonctionnaires réunis dans des clubs de réflexions comme celui, très influent à gauche, des Gracques, beaucoup de chefs d'entreprise aussi ... pour tous ces acteurs, décideurs, **la France marche à côté de ses pieds.**

C'est désolant, parce que la plupart des autres pays de la zone euro vont réussir à s'en sortir parce qu'ils ont fait les réformes que nous ne sommes pas capables d'entreprendre. L'Espagne et le Portugal ont fait, dans la douleur certes, leur réforme du droit du travail avec le contrat unique... L'Italie, qui avait fait une première tranche de réformes compliquées avec Mario

Monti, vient d'engager en trois mois la réforme du contrat unique qui change tout dans le climat social, l'organisation du travail et qui est à l'origine de la baisse du chômage... Tous ont également réussi à repousser l'âge de départ à la retraite pour tenir compte de l'allongement de la durée de vie. **Tous ces pays ont beaucoup souffert mais commencent à respirer. Moins de chômage, et plus de croissance.**

L'Allemagne et les pays de l'Europe du nord ont fait à froid, il y a dix ans, ces réformes de fond. Ils ont réussi à passer la tempête sans trop de difficultés.

La France, elle, n'a strictement rien engagé en sortie de crise. Il faut reconnaître que Nicolas Sarkozy était arrivé avec la ferme intention de rénover le bateau, il avait commencé sur les 35 heures avec les heures supplémentaires, il avait commencé sur la retraite. A sa décharge, la crise violente de 2008 lui est tombée dessus et il a fallu se mettre à la cape comme disent les marins. Ce qu'il a fait .

François Hollande est arrivé en jurant à ses électeurs que tout irait bien La situation est allée de mal en pis en accusant tous les boucs émissaires de la planète. Mais le plus grave aujourd'hui c'est de prendre des transats et d'attendre que le vent nous pousse dans la bonne direction.

Les vents sont là. C'est miraculeux. Des vents magnifiques. Historiques. Mais le bateau n'est pas capable de les capter. Sans réformes, qu'il faudrait faire partir très vite, le bateau France ressemblera au Titanic. Plus grave encore, si rien n'est fait, **François Hollande aura réussi deux magnifiques exploits :**

Le premier aura été d'avoir plaidé pour une baisse de l'euro qui ne profitera qu'aux Allemands et surtout aux Américains. Avec un euro qui vaut un dollar, certains économistes un peu facétieux pourront proposer de supprimer une des deux monnaies. A quoi bon garder les deux. On prendra le dollar ce sera plus simple. Les Américains vont pouvoir tirer un feu d'artifice.

Le deuxième exploit plaira aux socialistes. Il aura permis aux traders et aux financiers de faire fortune avec les disponibilités monétaires initialement prévues pour l'économie réelle. Commencer un mandat sur la promesse de restaurer la croissance et l'emploi et terminer le mandat en ayant relancé la fortune des plus riches et des financiers. La tradition Mitterrandienne aura été respectée.